

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger : Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger : Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
 Par porteur ou par la poste, Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
 Etranger : Port en sus.

N. B. Ces tarifs ne sont valables que pour 1929.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 29 Mars 1929 portant publication et mise en application à titre provisoire de la convention de commerce, de navigation et d'établissement entre la France et la Grèce. (Arrêté de promulgation du 3 juin 1929). 420

Décret du 26 Avril 1929 fixant les traitements des lieutenants de port des colonies. (Arrêté de promulgation du 4 juin 1929). 420

Circulaire ministérielle (Colonies) N^o 30 D. N. du 16 janvier 1929 concernant les formalités à remplir pour tenir à jour le contrôle de la situation militaire des fonctionnaires quittant les colonies. 420

Personnel Européen 422

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 1^{er} Avril 1929 fixant à nouveau les taux des indemnités journalières allouées en zone frontière au personnel de la Mission de Délimitation franco-anglaise. 423

Arrêté du 31 Mai 1929 portant remboursement à la caisse de réserve d'une somme de 3.000.000. 423

Arrêté du 9 Juin 1929 portant création d'un interval à Aného. 423

Arrêté du 10 Juin 1929 portant création de cadres indigènes auxiliaires. 424

Arrêté du 13 Juin 1929 rapportant celui du 17 mars 1929 mettant en observation sanitaire les navires en provenance de Monrovia (République de Libéria). 425

Arrêté du 13 Juin 1929 modifiant celui du 31 décembre 1926 fixant la situation pécuniaire du personnel composant la mission de délimitation franco-anglaise. 425

Arrêté du 14 Juin 1929 portant ouverture d'un dispensaire annexe dans le cercle d'Aného. 425

Actes concernant le personnel européen 425

Actes concernant le personnel indigène 427

Boissons alcooliques 429

Commissions 429

Domaines 429

Enseignement 432

Divers 433

Indemnités 433

Produits pharmaceutiques 433

PARTIE NON OFFICIELLE 434

Perte de titres fonciers 434

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Commerce**

ARRÊTÉ N° 286 promulguant au Togo le décret du 29 mars 1929 portant publication et mise en application, à titre provisoire, de la convention de commerce, de navigation et d'établissement entre la France et la Grèce.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 29 mars 1929 portant publication et mise en application, à titre provisoire, de la convention de commerce, de navigation et d'établissement entre la France et la Grèce ;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 29 mars 1929 portant publication et mise en application, à titre provisoire, de la convention de commerce, de navigation et d'établissement entre la France et la Grèce.

Lomé, le 3 juin 1929.

BONNECARRÈRE.

(Décret et convention publiés au Journal officiel de la République Française du 30 mars 1929, page 3717.)

Personnel européen — Lieutenants de port

ARRÊTÉ N° 290 promulguant au Togo le décret du 26 avril 1929 fixant les traitements des lieutenants de port des colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 26 avril 1929 fixant les traitements des lieutenants de port des colonies.

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 26 avril 1929 fixant les traitements des lieutenants de port des colonies.

Lomé, le 4 juin 1929.

BONNECARRÈRE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu l'avis conforme du ministre des finances ;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1834 ;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1914 ;

Vu le décret du 25 mai 1917, portant réorganisation du personnel des ports et rades aux colonies ;

Vu le décret du 22 avril 1928, fixant la hiérarchie et les traitements du personnel des ports et rades dans les colonies autres que l'Indochine ;

Vu le décret du 3 juillet 1928, fixant les traitements des sous-lieutenants de port aux colonies autres que l'Indochine.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 22 avril 1928 visé ci-dessus est modifié ainsi qu'il suit :

Lieutenants de port :

1 ^{re} classe	16.000 fr.
2 ^{me} classe	14.200 —
3 ^{me} classe	12.500 —

ART. 2. — Les améliorations de traitement résultant de l'application du présent décret auront leur effet à dater du 1^{er} janvier 1928. Sont abrogées, à compter de la même date toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Rambouillet, le 26 avril 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République ;

Le Ministre des Colonies,

ANDRÉ MAGINOT.

CIRCULAIRE concernant les formalités à remplir pour tenir à jour le contrôle de la situation militaire des fonctionnaires quittant les colonies.

Paris, le 16 janvier 1929.

LE MINISTRE DES COLONIES.

(Secrétariat permanent de la Défense Nationale.)

à Messieurs les Gouverneurs Généraux et Gouverneurs des Colonies, le Directeur de l'Agence Générale des colonies et les Chefs des Services Coloniaux dans les Ports de Commerce.

La loi sur le recrutement de l'armée du 31 mars 1928, reproduisant à ce sujet les termes de la loi du 1^{er} avril 1923, fixe :

D'une part, en son article 2, que le service militaire est égal pour tous et ne comporte d'autres dispenses que celles résultant d'infirmité physique à tout service ;

D'autre part — article 32 — qu'en cas de mobilisation, nul ne peut se prévaloir de la fonction ou de l'emploi qu'il occupe pour se soustraire aux obligations de la classe à laquelle il appartient.

Cette dernière prescription est complétée par la création d'affectés spéciaux, c'est-à-dire de militaires des réserves (service auxiliaire, service armé 2^{me} réserve, et, en cas de nécessité absolue, pour des emplois restrictivement limités, service armé 1^{re} réserve) qui sont en cas de mobilisation affectés soit à des corps spéciaux, soit à leur emploi du temps de paix, soit à un emploi similaire lorsque leur activité professionnelle est indispensable, soit à la satisfaction des besoins de l'armée soit au fonctionnement des administrations publiques, soit au maintien de la vie économique du pays.

Ces dispositions abrogent la «non affectation» prévue par les lois antérieures, qui dispensait certains fonctionnaires de rallier les formations militaires en cas de mobilisation.

Les articles 7 et 8 du décret du 13 janvier 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions de l'article 52 de la loi du 1^{er} avril 1923 (décret toujours en vigueur, l'article 52 de la loi du 31 mars 1928 reproduisant sans changement les termes de la loi de 1923) fixent les règles applicables aux réservistes en résidence dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat pour leur classement éventuel dans l'affectation spéciale.

Il ressort de l'examen de ces deux articles que, conformément au statut colonial qui donne aux Gouverneurs Généraux et Gouverneurs des pouvoirs uniquement territoriaux, l'affectation prononcée par les autorités locales est seulement valable pendant la présence des intéressés dans la colonie ou le pays de protectorat relevant de ces autorités.

Les affectations spéciales prévues à l'article 8 pour le personnel présent en France au moment d'une mobilisation seraient prononcées à la diligence du Ministre des Colonies.

De l'ensemble des observations qui précèdent, il résulte que la situation militaire de tous les fonctionnaires, agents et employés quittant un territoire outre-mer doit être régularisée avant leur embarquement.

Les mesures ci-après devront être strictement appliquées :

Trois positions sont à prévoir :

A. — Fonctionnaires quittant une colonie pour se rendre en France ou dans un autre territoire d'outre-mer pour y continuer leurs services :

B. — Fonctionnaires quittant une colonie par suite de démission, mise à la retraite, mise en disponibilité, mise en congé hors cadres ou en service détaché, licenciement, etc.

C. — Fonctionnaires se rendant en France ou dans leur colonie d'origine pour y bénéficier d'un congé administratif ou de convalescence.

Formalités Communes.

Avant leur départ de la colonie, tous les fonctionnaires sans exception doivent remplir, en double exemplaire, une fiche (modèle 1, pour les réservistes et les hommes appartenant à la disponibilité — modèle 2, pour les fonctionnaires dégagés de toutes les obligations militaires) qui sera certifiée exacte par eux, puis vérifiée en ce qui concerne la situation militaire par l'officier ou fonctionnaire chargé du recrutement ou de la tenue des contrôles des affectés spéciaux, et en ce qui concerne le grade et la fonction, par le Chef du Service du personnel de la colonie.

Le Chef du Service (ou le chargé du personnel) provoque obligatoirement la radiation du contrôle des affectés spéciaux des fonctionnaires classés dans l'affectation spéciale, en

outre il avise le Service du recrutement du départ de tous les fonctionnaires et agents encore soumis aux obligations militaires.

Le Chef de Service chargé de préparer les décisions portant mutation du personnel et établissant son droit au transport, devra s'assurer *préalablement* que les fiches ont été régulièrement établies et annexées aux livrets de solde des partants, et devra en faire mention dans les considérants de ces décisions.

Un des exemplaires de la fiche est remis à l'intéressé en même temps que son livret de solde annoté dans ce sens auquel il doit être annexé.

Le second exemplaire est transmis au service ordonnateur de la Métropole ou de destination avec les pièces de congé ou avec le dossier de l'intéressé.

L'attention des fonctionnaires, agents et employés devra être appelée d'une façon spéciale, sur les dispositions qui précèdent, dont l'application stricte les oblige à veiller par eux-mêmes à la régularité de leur situation au point de vue militaire.

A l'arrivée en France, dans la colonie d'origine, ou dans le nouveau territoire où est affecté le fonctionnaire, le service chargé du règlement de la situation financière de l'intéressé vérifie la fiche et, le cas échéant, se charge de la faire rectifier ou compléter.

Il est ensuite procédé aux formalités ci-après qui varient suivant les positions A, B et C indiquées plus haut.

Position A. — Le service ordonnateur adresse immédiatement un des exemplaires de la fiche au service du personnel, soit de l'Administration centrale, en France, soit de la nouvelle colonie d'affectation. Il classe le second dans les archives.

Le fonctionnaire intéressé est, en outre, avisé d'avoir à faire lui-même les déclarations de changement de domicile ou de résidence prévues par la loi sur le recrutement de l'armée.

Le fonctionnaire ralliant son nouveau poste colonial fait l'objet d'une proposition de classement dans l'affectation spéciale si son nouvel emploi comporte et nécessite cette mesure.

Position B. — Un des exemplaires de la fiche est adressé par le service ordonnateur sous bordereau (modèle 3) au Général commandant la région (au bureau de recrutement dans les colonies) du domicile de l'ancien fonctionnaire, le second exemplaire est envoyé par bordereau (modèle 4) au Département sous le timbre du service de préparation de la Défense Nationale (emploi éventuel des anciens fonctionnaires en cas de mobilisation).

Le fonctionnaire est en outre avisé d'avoir à faire lui-même les déclarations de changement de domicile ou de résidence prévues par la loi sur le recrutement de l'armée.

Position C. — Le Service chargé du règlement de la situation financière du fonctionnaire (Service colonial dans les ports de la Métropole, ou bureau de Finances dans les colonies) conserve pendant la durée du congé régulier les deux exemplaires de la fiche, il indique au verso le domicile du fonctionnaire et s'il y a lieu, les prolongations de congé qui lui sont accordées.

Le fonctionnaire dans une des situations prévues à la dite position n'a pas pendant la durée du congé (adminis-

tratif ou de convalescence exclusivement) à faire de déclaration de changement de résidence à l'autorité militaire.

Lorsque le fonctionnaire quitte la France (ou sa colonie d'origine) à l'expiration de son congé pour rallier un poste outre-mer, un des exemplaires de la fiche est joint aux pièces de congé envoyées à l'Administration centrale, le deuxième exemplaire visé par le Chef du service ordonnateur est remis à l'intéressé avec son livret de solde (annoté à cet effet) pour être déposé par lui au Service du personnel à son débarquement dans sa colonie de service. A ce moment il est examiné si le fonctionnaire doit être l'objet d'une proposition de classement dans l'affectation spéciale.

Lorsque le fonctionnaire pendant ou à l'expiration de son congé est nommé ou réintégré dans un cadre métropolitain, ou encore s'il est détaché ou affecté temporairement dans la Métropole, un des exemplaires de la fiche est adressé par bordereau (modèle 3) au Général commandant la région du domicile de l'intéressé. Ce dernier est avisé par le Service Colonial qu'il est soumis à toutes les obligations de la loi sur le recrutement de l'armée et qu'il doit faire les déclarations de domicile et de résidence prévues par la loi.

Le fonctionnaire doit accuser réception de cette notification.

Lorsqu'un fonctionnaire en congé est admis à la retraite ou est placé en disponibilité, ou démissionne, ou est placé en congé sans solde ou encore est placé dans la situation hors cadres ou en service détaché, il est procédé comme il est prescrit ci-dessus pour la position B.

Mobilisation.

En France. — En cas de mobilisation, le Chef du Service chargé de mandater leur solde aux fonctionnaires visés à la position C (fonctionnaires en congé) adresse sans délai à l'autorité militaire (commandant de la région militaire où se trouve la résidence de congé du fonctionnaire), les fiches de tous les fonctionnaires non visés aux paragraphes a et b de l'article 8 du décret du 13 janvier 1926. Il est hors de doute que ces deux paragraphes visent uniquement les fonctionnaires soumis par leur âge, aux obligations militaires de la loi sur le recrutement de l'armée qui, d'après les fiches modèle 1, occupaient avant leur départ de leur colonie de service un emploi comportant l'affectation spéciale.

Les fiches de tous les autres fonctionnaires en congé sont adressées à l'Administration centrale du Ministère des Colonies (Service de Préparation de la Défense Nationale) qui donne les instructions relatives à la destination à leur faire suivre (envoi dans la colonie de service immédiatement ou dès que leur état de santé le permettra, ou affectation provisoire dans un service relevant du Ministère des Colonies, ou affectation aux légions de travailleurs coloniaux, ou mise à la disposition de l'autorité militaire).

Il est également porté à la connaissance de l'autorité militaire la présence en France des hommes réformés et exemptés appartenant par leur âge à des classes dégagées des obligations militaires, les hommes de ces catégories pouvant, en cas de guerre, être soumis à des visites de récupération.

Il y a lieu de ne pas perdre de vue que la mobilisation suspend tous les congés administratifs et de convalescence et que les fonctionnaires titulaires de ces congés sont immédiatement rendus disponibles à la disposition de l'autorité

militaire ou à celle du Ministre des Colonies, suivant le cas, sans pour raison de santé dûment constatée.

Les dispositions indiquées ci-dessus sont applicables aux fonctionnaires rapatriés pour raison de santé pendant la durée de la mobilisation.

Aux Colonies. — En cas de mobilisation, les Gouverneurs Généraux et Gouverneurs prennent à l'égard des fonctionnaires en congé administratif ou de convalescence dans le territoire dont ils ont la direction, les mesures ci-après :

1) — annulation de tous les congés.

2) — mise à la disposition de l'autorité militaire de tous les fonctionnaires en congé soumis aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée, qui ne sont pas visés aux paragraphes a et b de l'article 3 du décret du 13 janvier 1926, sous le bénéfice des précisions données aux premier et troisième alinéas du paragraphe « en France » ci-dessus;

3) — renvoi par la première occasion des autres fonctionnaires dans leur colonie d'affectation, sauf réserve des sursis de départ qui pourront être accordés aux malades pour le temps strictement indispensable ou rétablissement de leur santé.

Les prescriptions de la présente circulaire, annulent toutes les instructions intérieures concernant le règlement de la situation des fonctionnaires des cadres coloniaux, généraux et locaux quittant leur colonie de service.

Conclusion

Etant donné l'importance des dispositions qui précèdent, toutes les mesures devront être prises pour que tous les fonctionnaires intéressés en aient connaissance, et par fonctionnaires, il faut entendre les fonctionnaires, magistrats, agents, sous-agents et employés de tous cadres à l'exclusion du personnel contractuel qui ne peut bénéficier de l'affectation spéciale.

J'appelle également votre attention sur les formules de certification et de vérification insérées au bas des notices 1 et 2.

La présente circulaire devra être publiée dans tous les journaux et bulletins officiels des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat; un exemplaire de chacune de ces publications devra m'être adressé par bordereau sous le présent timbre.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire dès son arrivée dans la colonie et prendre toutes mesures utiles pour l'application immédiate des dispositions qu'elle contient.

ANDRÉ MAGINOT.

PERSONNEL EUROPEEN

Reclassement

Par arrêté du Ministre des Colonies en date du 14 mai 1929, pris en exécution de la loi du 1^{er} avril 1923 (art. 7), les rappels d'ancienneté pour service militaire indiqués

ci-après ont été attribués aux administrateurs adjoints de 2^e classe des colonies dont les noms suivent :

M.M. SARON (Gilbert), 1 an.

NATIEL (Joseph), 11 mois 19 jours.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Personnel de la Mission de délimitation — Indemnités

ARRÊTÉ N° 163 bis fixant à nouveau les taux des indemnités journalières allouées en zone frontière au personnel de la Mission de Délimitation franco-anglaise.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté N° 623 du 31 décembre 1926 fixant la situation pécuniaire du personnel de la Mission de Délimitation de la frontière franco-anglaise; notamment en ses articles 2 et 4; ensemble l'arrêté N° 82 du 4 février 1928 le modifiant;

Vu l'arrêté N° 132 du 13 mars 1929 promulguant le décret du 30 janvier 1929 relatif à l'acceptation des monnaies anglaises dans le Territoire du Togo;

Sauf ratification ultérieure en conseil d'Administration;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux des indemnités journalières allouées, en zone frontière, au personnel de la Mission de Délimitation sont à nouveau fixés ainsi qu'il suit :

Administrateur en Chef, Chef de la Mission	124 frs, 21
Capitaine d'Infanterie Coloniale	98 frs, 16
Commis des Services Civils, Agent Spécial et Topographe	49 frs, 68
Sergent, Topographe	49 frs, 68
Interprète	12 frs, 42
Brigadier de la Garde	9 frs, 31
Gardes	6 frs, 21

Aux indemnités ci-dessus s'ajoutera pour le personnel militaire, le supplément topographique prévue par l'arrêté N° 623 du 31 décembre 1926 et pour l'agent spécial, cumulant les fonctions de topographe et d'agent spécial, une indemnité topographique pour chaque journée passée sur le terrain, égale au quart de l'indemnité de déplacement afférente à la 3^e catégorie (déplacement temporaire).

ART. 2 — Le Chef du Secrétariat Général et le Chef de la Mission de Délimitation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui abroge toutes anciennes dispositions contraires.

Lomé, le 1^{er} avril 1929

BONNECARRÈRE.

Ratifié en séance du Conseil d'Administration du 17 juin 1929.

Remboursement à la Caisse de réserve

ARRÊTÉ N° 282 bis portant remboursement à la Caisse de Réserve d'une somme de 3.000.000.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 31 décembre 1927 portant approbation des budgets du Togo, Exercice 1928;

Vu l'arrêté n° 343 du 23 juin 1928 prescrivant un prélèvement de 3.000.000 sur l'avoir de la Caisse de Réserve du Territoire et portant ouverture d'un crédit supplémentaire au Chapitre XIX. du Budget local;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est reversé à la Caisse de Réserve le prélèvement de trois millions (3.000.000) sur les fonds de la Caisse de Réserve autorisé par l'article premier de l'arrêté n° 343 du 23 juin 1928 sus-visé.

ART. 2. — Le crédit supplémentaire de trois millions (3.000.000) ouvert au Chapitre XIX du Budget local de l'exercice, 1928 par l'article 2 de l'arrêté n° 343 du 23 juin 1928 est annulé et reporté au Chapitre XX du même exercice pour remboursement à la Caisse de Réserve de la somme de trois millions ci-dessus dont il a été fait recette au Chapitre VIII des recettes extraordinaires de l'exercice 1928.

ART. 3. — Le Chef du Secrétariat Général et le Trésorier-Payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 31 mai 1929.

BONNECARRÈRE

Enseignement

ARRÊTÉ N° 297 portant création d'un Internat à Anécho.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un internat indigène à l'Ecole régionale d'Anécho, le nombre des élèves est fixé annuellement par le Commissaire de la République.

ART. 2. — Sont admis dans la limite des places disponibles, des fils de chefs, des métis et de jeunes indigènes du Nord du Territoire, susceptibles de se préparer aux fonctions d'interprète.

ART. 3. — L'admission, qui est prononcée par le Commissaire de la République après avis du Chef du Service de l'Enseignement, a lieu à la rentrée scolaire et exceptionnellement au 1^{er} janvier, pour des élèves non débutants.

L'exclusion pour paresse ou inconduite est prononcée par le Commissaire de la République sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement.

ART. 4. — Lors de leur admission, les élèves destinés à suivre le cours préparatoire de l'école doivent avoir moins de 12 ans, ceux destinés au cours élémentaire moins de 14 ans, et ceux destinés au cours moyen moins de 16 ans.

ART. 5. — Les candidats adressent dans le mois qui précède la rentrée scolaire une demande écrite au Commissaire de la République (Service de l'Enseignement).

Ils y joignent :

1° Un acte de naissance ou un certificat administratif en tenant lieu.

2° Leur certificat de scolarité, s'ils proviennent d'une autre école.

3° Un engagement, signé de leur père ou tuteur s'ils veulent servir comme interprètes, de poursuivre le cycle entier de leurs études et de remplir ensuite les fonctions d'interprète administratif pendant 5 ans au moins, s'ils sont engagés à ce titre à leur sortie.

Les élèves choisis directement par la Commissaire de la République n'ont pas à rédiger de demandes, mais fournissent la pièce n° 1 et s'il y a lieu, les pièces 2 et 3.

ART. 6. — Les allocations d'entretien et de nourriture sont fixées annuellement par le Commissaire de la République après avis de l'Administrateur commandant le cercle d'Aného.

ART. 7. — Le Chef du Secrétariat Général, le Chef du Service de l'Enseignement et l'Administrateur commandant le cercle d'Aného sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 9 juin 1929.

BONNECARRÈRE.

Personnel indigène

ARRÊTÉ N° 298 portant création de cadres indigènes auxiliaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928 réglant le statut et fixant les traitements du personnel des cadres locaux indigènes du Togo ;

Vu le procès-verbal en date du 22 mai de la Commission nommée par décision n° 407 en date du 8 mai 1929 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé trois cadres indigènes auxiliaires dont la hiérarchie et les traitements sont établis ainsi qu'il suit :

1° — *Commis-expéditionnaires auxiliaires* { 2° échelon : 3.300
1° — : 3.000

2° — *Interprètes* — { 2° échelon : 3.300
1° — : 3.000

3° — *Surnuméraires des P.T.T.* — { 2° échelon : 3.300
1° — : 3.000

ART. 2. — Nul ne peut être admis dans les cadres auxiliaires indigènes s'il ne réunit les conditions suivantes :

1° — Être âgé de 15 ans au moins ;

2° — Avoir produit un dossier comprenant :

a). — Copie de l'acte de naissance dûment légalisée ou toutes pièces en tenant lieu (Certificat de notoriété) ;

b). — Certificat de bonnes vie et mœurs ;

c). — Extrait du casier judiciaire ou certificat administratif de l'Administrateur commandant du cercle du lieu de la résidence ;

Ces deux dernières pièces ayant moins de 3 mois de date.

d). — Certificat médical établi par un médecin de l'Administration constatant l'aptitude physique du candidat ;

e). — Certificat d'Etudes Primaires.

3° — Avoir satisfait à un concours dont les conditions et les épreuves seront déterminées par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 3. — Les nominations sont faites par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 4. — Tout agent auxiliaire est considéré comme stagiaire pendant les quatre années qu'il passe dans le cadre et peut être licencié à l'expiration de chaque année. Le licenciement peut en outre intervenir en cours d'année pour indiscipline ou inaptitude professionnelle dûment constatées.

ART. 5. — La durée du stage dans chaque échelon est obligatoirement fixée à deux ans. Le passage à l'échelon supérieur se fait automatiquement à l'expiration de la deuxième année de stage dans l'échelon inférieur. A l'expiration de la deuxième année de stage dans le dernier échelon les auxiliaires sont soit licenciés soit admis dans les cadres locaux correspondants, à la classe de début (sans être alors soumis à l'année de stage prévu par arrêté du 23 juin 1928).

ART. 6. — Le licenciement et l'admission dans les cadres locaux sont prononcés par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 7. — Les agents des cadres auxiliaires sont régis quant au droit, aux congés et aux permissions par les articles 13, 14, 16 de l'arrêté du 23 juin 1928 réglant le statut du personnel des cadres locaux indigènes.

ART. 8. — Les agents indigènes en service dans l'Administration en qualité d'auxiliaires antérieurement à la parution du présent arrêté pourront être classés dans les cadres d'auxiliaires.

ART. 9. — Le Chef du Secrétariat Général et les Chefs de service intéressés sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 10 juin 1929.

BONNECARRÈRE.

Police sanitaire maritime

ARRÊTÉ N° 302 rapportant l'arrêté N° 137 du 17 mars 1929 mettant en observation sanitaire les navires en provenance de Monrovia (République de Libéria.)

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire maritime aux colonies ;

Vu l'arrêté N° 137 du 17 mars 1929 mettant en observation sanitaire les navires en provenance de Monrovia (République de Libéria) ;

Considérant que les bateaux provenant de Monrovia, sont porteurs, depuis plus de 18 jours, de patentes de santé nettes ;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé, Directeur de la Santé au Togo ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté susvisé N° 137 du 17 mars 1929 mettant en observation sanitaire les navires en provenance de Monrovia (République de Libéria).

ART. 2. — Le Chef du Service de Santé, Directeur de la Santé, le Directeur du Service des Voies de Pénétration et du Wharf, le Chef du Service des Douanes, et les Administrateurs commandant les cercles de Lomé et Anécho, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 13 juin 1929
BONNECARRÈRE.

Mission de délimitation — Personnel

ARRÊTÉ N° 303 modifiant l'arrêté N° 625 du 31 décembre 1926 fixant la situation pécuniaire du personnel composant la Mission de Délimitation franco-anglaise.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté N° 625 du 31 décembre 1926 fixant la situation pécuniaire du personnel composant la Mission de Délimitation franco-anglaise ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 31 décembre 1926 susvisé sont rapportées.

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 13 juin 1929
BONNECARRÈRE

Santé

ARRÊTÉ N° 304 portant ouverture d'un dispensaire-annexe.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 41 août 1921 réglementant le fonctionnement des services sanitaires et médicaux au Togo ;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un dispensaire annexe est ouvert, à compter du 15 juin 1929, à Tchekpo-Dédekpé (Cercle d'Anécho).

ART. 2. — Le Chef du Secrétariat Général, Le Chef du Service de Santé, et l'Administrateur commandant le cercle d'Anécho sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 14 juin 1929
BONNECARRÈRE.

PERSONNEL EUROPÉEN**Affectations**

Par décision du :

3 juin 1929. — M. PIERRON, Aide-Conducteur des Travaux Agricoles et forestiers du Togo, est nommé Chef du Secteur agricole de Lomé en remplacement de M. DESPALANGUES, rentrant en congé.

M. PIERRON touchera à ce titre l'indemnité de 1.800 francs prévue pour cette fonction à compter du 1^{er} juin, date de départ de M. DESPALANGUES.

5 juin 1929. — Le Médecin-Capitaine des troupes coloniales MAZURIER, désigné pour servir hors cadres au Togo par décision ministérielle (Guerre) du 20 janvier 1929, et attendu à Lomé le 9 juin 1929 par vapeur *Hoggar*, est affecté à Lomé, où il remplira, en remplacement du médecin-lieutenant DEJOU, les fonctions ci-après désignées :

médecin-chef de la subdivision sanitaire de Lomé ;

médecin-résident de l'hôpital principal de Lomé ;

soins aux fonctionnaires du service local et à leurs familles dans le cercle de Lomé ;

soins aux fonctionnaires du chemin de fer et à leurs familles dans le cercle de Lomé ;

inspection des viandes de boucherie aux abattoirs de Lomé ;

agent ordinaire de la santé dans la circonscription sanitaire de Lomé.

Le Médecin-lieutenant DEJOU, provisoirement chargé des services médicaux de la subdivision sanitaire de Lomé, prendra les fonctions de médecin-chef de la subdivision sanitaire de Sokodé, auxquelles il a été affecté par la décision susvisée n° 196 du 5 mars 1929.

Le médecin auxiliaire de 1^{re} classe DOMINIQUE HOSPICE, provisoirement chargé du service médical de la subdivision

sanitaire de Sokodé, rejoindra le poste d'Atakpamé, où il était précédemment en service.

10 juin 1929. — L'adjudant Chef du Génie DABEZIES précédemment en service au Cercle d'Anécho est affecté à la section du sondage du Service des Travaux Publics (Toblekove) en remplacement du sergent du génie hors cadres DANY remis à la disposition du Directeur du Service des Voies de Pénétration.

M. FIGUERES Ingénieur adjoint des Travaux d'Agriculture, Chef du secteur agricole d'Anécho est chargé de la gérance de l'agence intermédiaire de Tabligbo-Tokpli.

12 juin 1929. — Le BISSENAIS Jacques, commis stagiaire des Services Civils du Togo agent spécial à la subdivision de Tsévié, est chargé des fonctions de régisseur de prison.

Nomination

Par décision du :

13 juin 1929. — M. THOMAS, Instituteur adjoint avant 18 mois est chargé à compter du 16 juin 1929 des fonctions de Chef du Service de l'Enseignement en l'absence de M. IMBERT.

Avancement

Sont inscrits au Tableau d'avancement de 1929.

Pour le grade d'Adjudant.

N° 1 — SERRA, Sergent-Chef en service H. C. au Togo (Maintenu en 1928).

Pour le grade de Sergent-Chef.

N° 1 — POUPARD, Pierre, Sergent en service H. C. au Togo.

N° 3 — CALAIS Pierre, Sergent en service H. C. au Togo.

Titularisation - Promotion

Par décision du :

10 juin 1929. — M. le BISSENAIS Jacques, Commis stagiaire des Services Civils du Togo, est titularisé dans son emploi en qualité de commis avant 18 mois à compter du 22 juin 1929 date à laquelle il aura terminé sa période de stage supplémentaire qui lui a été imposée par décision du 17 juillet 1928.

Il est attribué à M. le BISSENAIS, commis avant 18 mois un rappel d'ancienneté de deux ans pour services militaires.

M. le BISSENAIS, commis avant 18 mois passe à l'échelon supérieur (commis après 18 mois) à compter du 22 juin 1929 et conserve dans son grade un rappel de 6 mois.

Divers

Par décision du :

13 juin 1929. — Est et demeure rapporté l'article 2 de la décision n° 323 en date du 13 avril 1929 accordant à M. GIRARDI, Chef ouvrier d'art, après 2 ans une ancienneté de 3 mois dans cet échelon.

ERRATUM

à la décision n° 329 en date du 15 avril 1929 modifiant la décision n° 233 en date du 18 mars 1929 constatant un passage automatique à l'échelon dans le personnel européen détaché des cadres de l'A. O. F.

A l'article 1^{er} :

au lieu de : l'article 1^{er} de la décision n° 233 en date du 18 mars 1929 est modifié de la façon suivante :

M. LIEGNEY Marie, Chef de District Principal avant 18 mois des Chemins de fer de l'A. O. F. qui réunit au 1^{er} janvier 1929, 24 mois d'ancienneté dont 16 mois 28 jours de séjour colonial passe à l'échelon supérieur de solde avant 42 mois à compter de cette date et conserve dans cet échelon une ancienneté de 6 mois ;

Lire :

M. LIEGNEY Marie, Chef de District principal avant 18 mois des Chemins de fer de l'A. O. F. qui réunit au 1^{er} janvier 1929 24 mois d'ancienneté dont 16 mois 28 jours de séjour colonial passe à l'échelon supérieur de solde avant 42 mois à compter de cette date.

Mutations.

Par décision du :

3 juin 1929. — Les mutations suivantes sont prononcées :

M. DANTIC Xavier Commis après 18 mois des services Civils du Togo précédemment à la disposition du Chef de la Mission de délimitation franco britannique est nommé Agent Spécial au Cercle d'Atakpamé. Il remplira en outre les fonctions de régisseur de la prison, Commissaire de police et Secrétaire du tribunal de Cercle.

M. MEGRET Christian Commis des Services Civils après 18 mois précédemment Agent Spécial au Cercle d'Atakpamé est nommé Agent transitaire au même cercle en remplacement de M. BERLIS Michel, Commis Stagiaire des Services Civils du Togo, mis à la disposition du Secrétaire Général (Bureau des Finances).

Congés

Par décisions du :

10 juin 1929. — Un congé administratif de sept mois pour en jouir en France et à la Guadeloupe est accordé à M. TERRAC, Commis avant 18 mois des services civils du Togo qui compte vingt sept mois et 20 jours de séjour consécutifs dans la colonie.

Un passage pour la France lui est en outre délivré sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 6 juillet 1929.

10 juin 1929. — Un congé administratif de six mois pour en jouir en France est accordé à M. FIGUERES, Ingénieur adjoint d'Agriculture qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans la colonie.

Un passage lui est outre délivré sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 6 juillet 1929.

10 juin 1929. — Un congé administratif de six mois est accordé à M. MOAL Adjoint principal des services civils du Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans la colonie.

Un passage pour la France lui est en outre délivré sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 6 juillet 1929.

10 juin 1929. — Un congé administratif de six mois pour en jouir en Corse est accordé à M. MARIANI, Procureur de la République à Lomé qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans la colonie.

Un passage pour la France lui est en outre délivré sur le paquebot *Madonna* attendu à Lomé vers le 7 juillet 1929.

12 juin 1929. — Un congé administratif de six mois est accordé à M. GILLOUX Agent Sanitaire Contractuel qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans la colonie.

Un passage pour la France en 2^{me} classe (3^e catég.) lui est en outre délivré sur le paquebot *Madonna* attendu à Lomé vers le 7 juillet

Passages

Par décisions du :

9 juin 1929. — Une réquisition de passage en troisième classe de Lomé à Marseille est accordée au sergent du génie hors cadres POUPARD, Membre de la Mission Française de Délimitation à bord du paquebot *Hoggar* attendu à Lomé le 22 juin 1929.

10 juin 1929. — Une réquisition de passage en 1^{re} classe (2^e catégorie) de Lomé à Bordeaux est accordée à Mademoiselle Jeanne Paule KUTSCHENRITTER, âgée de 11 ans $\frac{1}{2}$ fille d'un instituteur principal du cadre métropolitain, à bord du paquebot *Europe* attendu à Lomé vers le 15 juin 1929.

10 juin 1929. — Une réquisition de passage de Lomé à Marseille en première classe (2^e catégorie) est accordée à M. SOLICHOX, Capitaine de l'Infanterie Coloniale hors cadres en service au Togo, Membre de la Mission Française de Délimitation, sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé le 22 juin 1929.

15 juin 1929. — Une réquisition de passage de retour par anticipation de Lomé à Marseille en première classe (2^e catégorie) est accordée à Madame OLIVIAUX, femme d'un agent comptable principal des chemins de fer de l'A. O. F. ainsi qu'à ses trois enfants respectivement âgés de 6 ans, 3 ans, 12 jours sur le paquebot *Madonna* attendu à Lomé le 7 juillet 1929.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations

Par arrêtés du :

3 juin 1929. — Le moniteur agricole stagiaire Bono Pierre est nommé moniteur agricole auxiliaire de 5^{me} classe à compter du 4 mai 1929, date à laquelle il a effectué une année de stage.

Ce moniteur est affecté au secteur agricole d'Atakpamé.

3 juin 1929. — Le nommé Barnabé AMENAMÉ est agréé en qualité de moniteur agricole stagiaire et mis à la disposition du chef de la station agricole de Tové.

4 juin 1929. — Est agréé en qualité de Commis expéditionnaire stagiaire de 6^{me} classe le nommé Jacob L. LAWSON titulaire du diplôme de l'Ecole William Ponty (Section générale) et affecté au Commissariat de la République.

4 juin 1929. — Le nommé Pancréasus FOLLI, titulaire du permis de conduire est agréé en qualité de mécanicien conducteur stagiaire de 5^{me} classe et mis à la disposition du Chef du Garage Central à compter du 1^{er} juin 1929.

5 juin 1929. — Les Commis expéditionnaires dont les noms suivent sont rayés du cadre local des Commis expéditionnaires du Chemin de fer du Togo et nommés facteurs enregistreurs à compter du 1^{er} juin 1929 avec les grades suivants :

TAHE BAFEROU	Commis exp. 3 ^{me} cl.	Facteur enreg. 1 ^{er} cl.
VIERA Marcellin	—	Facteur enreg. 1 ^{er} cl.
AGBODJAN Jacob	Commis exp. 6 ^{me} cl.	Facteur enreg. 2 ^{me} cl.
DOS REIS Paul SALAMI	—	—

12 juin 1929. — Le nommé SAMUEL Jonathan, titulaire du Certificat d'études primaires élémentaires est agréé en qualité de Commis auxiliaire et mis provisoirement à la disposition du Commandant de Cercle d'Anécho.

14 juin 1929. — Le nommé AKBLE Isidore, titulaire du certificat de fin d'études complémentaires, est agréé en qualité de surnuméraire des P. T. T. pour compter du 16 juin 1929 et affecté à Lomé (Recette Principale.)

15 juin 1929. — Est agréé en qualité d'élève-conducteur et mis à la disposition du Chef du Garage Central le nommé Nicolas DABITÉ.

Mutations

Par décisions du :

30 mai 1929. — Le commis de 1^{re} classe ATIOGBÉ Faustin du bureau de Lomé R. P. est nommé gérant du bureau de Sansané-Mango en remplacement du commis de 5^{me} classe GONCALVES René affecté au bureau de Lomé R. P.

3 juin 1929. — Sont mis à la disposition du Directeur des travaux nefs du chemin de fer, pour être affectés au service médical des dits travaux, les infirmiers de 5^{me} classe dont les noms suivent :

ABBEY Robert	AGBAGLA Jean
AKAKPO Hubert	AKPA Félix

actuellement en service à la Polyclinique indigène de Lomé.
L'infirmier ABBEY Robert sera dirigé sur Chra.
Les infirmiers AKAKPO Hubert, AGBAGLA Jean et AKPA Félix seront dirigés sur Agbonu.

Les élèves-infirmiers **KLUTSÉ Paul**, **PANOU Robert**, **ARIKPO Jean** et **EDJOSSAN SOSSOU**, précédemment affectés au service médical des travaux neufs du chemin de fer avec stage d'apprentissage à Lomé, sont affectés à la Polyclinique indigène de Lomé, en remplacement des infirmiers de 5^{me} classe **ABBEY Robert**, **AKARPO HUBERT**, **AGBAGLA Jean** et **AKPA Félix**.

6 juin 1929. — Le surveillant auxiliaire de 3^{me} classe **KAMARA BIANOU** du bureau de Lomé est mis à la disposition de l'Administrateur de Sokodé en remplacement du surveillant **AMIDOU IDRISSOU**.

Le surveillant de 6^{me} classe **AMIDOU IDRISSOU** actuellement à Sokodé est affecté au bureau de Lomé.

Le surveillant de 6^{me} classe **JOHN TOMBA** du bureau de Lomé est mis à la disposition de l'Administrateur d'Atakpamé.

Le surveillant auxiliaire de 2^{me} classe **BALENZIN BALLE** actuellement à Atakpamé est affecté au bureau de Lomé.

9 juin 1929. — Le mécanicien conducteur de 3^{me} classe **KOFFI François ASSHANTY** précédemment en service au cercle d'Atakpamé est mis à la disposition du Chef du Garage Central en qualité de mécanicien.

13 juin 1929. — Sont affectés à compter du 1^{er} juin 1929 :

a) au peloton d'Anécho :

AGOSSA, adjudant, N° Mle 143, du peloton de Lomé.

b) au peloton de Lomé :

OMAR N'DIAYE, adjudant, N° Mle 67 au détachement de police de Lomé.

DIBGNA OURIBALÉ, brigadier de 1^{re} classe, N° Mle 293, du peloton d'Anécho.

c) au détachement de Police de Lomé :

TISSORI POROSSONDÉ, brigadier-chef de 2^{me} classe N° Mle 387 du peloton d'Anécho.

17 juin 1929. — L'infirmier de 2^{me} classe **GROH KOFFI**, en service à la polyclinique indigène de Lomé est affecté au dispensaire de Tchekpo-Dedekpé, nouvellement créé dans le cercle d'Anécho.

Sont affectés au service de la trypanosomiasse à Pagouda, en augmentation d'effectif, les quatre élèves-infirmiers dont les noms suivent, actuellement en service à Lomé.

ARNOLD ADAMA	MASSOUGBEDJI Bernard
BANDEIRA SIMON	WILSON Robert.

L'élève-infirmier **FADIKPÉ René**, en service à la polyclinique indigène de Lomé est affecté au dispensaire de Sansané-Mango en augmentation d'effectif.

L'infirmier de 2^{me} classe **GOTTFRIED MENSAN** en service au dispensaire de Yégué (cercle d'Atakpamé), est affecté à l'hôpital indigène d'Atakpamé.

L'infirmier de 3^{me} classe **FÉLIX PRINCE EDOÛ** en service à l'hôpital d'Atakpamé, est affecté au dispensaire de Yégné (cercle d'Atakpamé) en remplacement de l'infirmier de

2^{me} classe **GOTTFRIED MENSAN**, affecté à l'hôpital indigène d'Atakpamé.

L'infirmier de 3^{me} classe **PHILIPPE ADJIVON**, en service au dispensaire de Kpessi (cercle d'Atakpamé), est affecté au dispensaire de Dadja (cercle d'Atakpamé).

L'infirmier de 5^{me} classe **AMOUSSOU MAURICE** en service à l'hôpital d'Atakpamé est affecté au dispensaire de Kpessi (cercle d'Atakpamé) en remplacement de l'infirmier de 3^{me} classe **PHILIPPE ADJIVON**, affecté au dispensaire de Dadja (cercle d'Atakpamé).

L'infirmier de 2^{me} classe **JOHNSON CHARLES**, en service au dispensaire de Dadja (Cercle d'Atakpamé), est affecté à l'hôpital d'Atakpamé en remplacement de l'infirmier de 5^{me} classe **AMOUSSOU MAURICE**, affecté au dispensaire de Kpessi (cercle d'Atakpamé).

Titularisations

Par décision du :

6 juin 1929. — Le facteur auxiliaire de 3^{me} classe stagiaire **DOGBE DANIEL** du bureau de Palimé est titularisé dans son emploi en qualité de facteur auxiliaire de 3^{me} classe pour compter du 1^{er} avril 1929 date à laquelle l'intéressé a accompli son année de stage.

10 juin 1929. — Le surveillant auxiliaire de 3^{me} classe stagiaire **KAMARA BIANOU** du bureau de Lomé est titularisé dans son emploi en qualité de surveillant de 3^{me} classe pour compter du 1^{er} mai 1929 date à laquelle l'intéressé a accompli son année de stage.

Reclassement

Par arrêté du :

10 juin 1929. — Le Commis expéditionnaire de 8^{me} classe stagiaire **ZINSOU FRANÇOIS** titulaire du diplôme de l'Ecole Pignet Laprade est rayé du cadre des Commis expéditionnaires et admis dans le cadre des Travaux Publics en qualité d'opérateur de 2^{me} classe.

Congés

Par décisions du :

4 juin 1929. — Un congé de convalescence de deux mois avec traitement du 1^{er} juin au 1^{er} août 1929 inclus est accordé au Commis-Expéditionnaire de 7^{me} classe **BYL MORANT** en service à Lomé pour en jouir au Togo.

4 juin 1929. — Un congé annuel de trente jours avec traitement du 6 juin au 5 juillet inclus est accordé à l'infirmier de 1^{re} classe **JOHN DOVLO** en service à Palimé pour en jouir à Kéta.

12 juin 1929. — Un congé pour maladie de 30 jours avec traitement du 13 juin au 14 juillet inclus est accordé au garde d'hygiène de 1^{re} classe **KOUBLANOU GEORGES** en service à Palimé pour en jouir au Togo.

15 juin 1929. — Un congé pour maladie de trente jours avec traitement du 17 juin au 16 juillet inclus est accordé au planton stagiaire de 9^{me} classe **MICHEL CORNEILLE** en service à Lomé pour en jouir au Togo.

Passage

Par décision du :

4 juin 1929. — Une réquisition de passage d'entrepont de Lomé à Dakar est délivrée à M. MADIKHEBE DIENG, aide opérateur contractuel sur le paquebot *Madonna* attendu à Lomé le 16 juillet 1929.

Licenciements.

Par arrêté du :

3 juin 1929. — Le moniteur agricole stagiaire AMETHE Paul, n'ayant pas satisfait aux examens de sortie de l'Ecole de Tové est licencié de son emploi.

Par décisions du :

10 juin 1929. — Une somme de Quinze cents francs (1.500 frs.) équivalente aux trois douzièmes de sa solde de présence et payable à son arrivée à Dakar est allouée à M. MADIKHEBE DIENG aide topographe contractuel à titre d'indemnité de non renouvellement de contrat.

13 juin 1929. — Le commis auxiliaire temporaire GABRIEL Andrew KOUASSIGAN du bureau d'Anécho est licencié pour suppression d'emploi à compter du 1^{er} juillet 1929.

BOISSONS ALCOOLIQUES

Par décisions du :

4 juin 1929. — Une autorisation définitive d'importation et de mise en vente en bouteilles de 75 centilitres, dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France, est accordée en ce qui concerne le « *Flag label old liqueur Scotch Whisky* » importé par la Maison JOHN HOLT & COMPANY (Liverpool) Limited.

5 juin 1929. — Une autorisation définitive d'importation et de mise en vente en bouteilles d'un litre, dans le Territoire du Togo placé sous le mandat de la France, est accordée en ce qui concerne les *Cocktails Bonnal* « *Martini* », « *Bonze* » et « *Rose* » des Etablissements BONNAL & fils de BORDEAUX.

COMMISSIONS

Par décisions du :

10 juin 1929. — Une Commission composée de :

MM. ARMAND — Commandant de Cercle	Président
CRETALLAZ — Adjudant-chef	
HORARD — Chef ouvrier d'Art	
FALSCHAU — Moniteur	} Membres
ASSOGBA — Moniteur	
VIANOU — Instituteur	

est chargée de faire subir les épreuves de l'examen de sortie de l'Ecole professionnelle de Sokodé qui auront lieu à Sokodé le 17 juin 1929 à 7 heures.

14 juin 1929. — La Commission dont les attributions sont définies par l'art. 29 du Cahier des Charges du contrat de concession pour la distribution publique d'énergie électrique de la ville de Lomé passé entre la Société Intercontinentale

d'Entreprises « *Omnia* » aujourd'hui dénommée « Industrielle Coloniale » se réunira sur la convocation de son président à l'effet de déterminer l'index économique basse tension.

Cette Commission est composée ainsi qu'il suit :

M.M. le Directeur des Voies de Pénétration et du	
Wharf chargé du contrôle de l'Industrielle	
Coloniale.....	Président
Le Procureur de la République.....	} Membres
Le Chef du Bureau des Finances.....	
Le Directeur de l'Industrielle Coloniale.....	

18 juin 1929. — Une commission comprenant :

M.M. NATIVEL, Administrateur-Adjoint délégué	
du Commandant de Cercle de Lomé	Président
DAGRON, Agronome Contractuel.....	} Membres
LECUYER, Agent fondé de pouvoirs de la	
Cie Cotonnière Ouest Africaine.....	
PAGES, Agent de la sus-dite Cie.....	

se réunira sur la convocation de son président pour constater l'état de mise en valeur de la concession de 383 h. 12 a. sise à Agbelouvé, attribuée provisoirement à la Cie Cotonnière Ouest Africaine.

DOMAINES**Domaine privé**

Par arrêté du :

10 juin 1929. — Est déclassée pour faire partie du domaine privé du Territoire la partie d'une parcelle de terrain dépendant du domaine public, d'une surface de 39 ares 80 centiares figurant au plan allemand de Lomé n° 2 feuille 6 et limitée au nord par surplus de la dite parcelle n° 2, à l'est par la concession du câble, au sud par le boulevard de la République, à l'ouest par une rue non dénommée joignant le boulevard sus dit à l'avenue Albert SARRAUT en face de la maison dite Lomeland.

Avis de bornages.

Le mercredi 24 juillet 1929 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpelé-Elé, (Cercle de Klonto) consistant en un terrain rural, en forme de quadrilatère régulier, planté de cacaoyers et bananiers, d'une contenance de 96 ares 76 centiares, et borné au nord par terrain à Klu, à l'est par terrain à Manassé Kodjo, au sud par terrain à Tsigbé Ayité, à l'ouest par terrain à Koaba; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Thomas Semenyah, cultivateur demeurant à Kpelé-Elé, (Klonto) agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 15 mars 1929, n° 363.

Le mardi 23 juillet 1929 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé (Cercle de Klonto) consistant en un terrain urbain, en forme de quadrilatère irrégulier, portant deux constructions en briques crues, à usage d'habitation; d'une contenance de 8 ares 56 centiares, et borné au nord par terrain à

Lawson, à l'est par la rue de Haingba, au sud par terrain à la dame Amenigeon, à l'ouest par la rue Smend; dont l'immatriculation a été demandée par la dame Amegashie Francisca, Dédé, revendeuse demeurant et domiciliée à Palimé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 10 avril 1929, n° 565.

Le mardi 23 juillet 1929 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (Cercle de Klouto) consistant en un terrain urbain non bâti en forme de polygone irrégulier d'une contenance de 77 ares 07 centiares et borné au nord par la rue dite Bahnhofstrasse, à l'est par le terrain de la Gare, au sud par la rue dite Agou-strasse, à l'ouest par la rue dite Ring-strasse; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Jacintho Freitas, profession de tailleur, demeurant à Gapé-Kpodji, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 11 avril 1929, n° 566.

Le jeudi premier août 1929, à 14 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho (Cercle dudit) consistant en un terrain urbain, en forme de quadrilatère irrégulier, portant trois constructions dont une à étage avec rez de chaussée à usage de boutique, et les deux autres à usage de magasins, d'une contenance de 18 ares 18 centiares, et borné au nord par la rue principale d'Anécho, à l'est par terrain à la famille Lawson, au sud par la plage, à l'ouest par une rue non dénommée; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Frédéric Body Lawson, Chef de la ville d'Anécho, y demeurant et agissant tant en son nom personnel qu'au nom de la collectivité se composant de six personnes; suivant réquisition du 16 avril 1929 n° 567.

Le mercredi 7 août 1929 à 10 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bafilo (Cercle de Sokodé) consistant en un terrain rural, bâti, en forme de polygone irrégulier portant deux constructions en maçonnerie à usage commercial. Le dit terrain est coupé par une ruelle allant à la route de Sokodé à la Kara, d'une contenance de 9 ares 98 centiares, et borné au nord, au sud et à l'ouest par un terrain domanial, à l'est par le marché, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Lasserre Jean, commerçant demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de représentant au Togo de la Maison J. B. Carbou, propriétaire suivant réquisition du 12 avril 1929, n° 568.

Le jeudi 8 août 1929 à 10 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bassari, (Cercle de Sokodé) consistant en un terrain urbain, bâti en forme de quadrilatère irrégulier portant une construction à usage commercial, d'une contenance de 16 ares 08 centiares, et borné au nord par le Zongo, à l'est par un terrain domanial, au sud par un propriétaire inconnu, à l'ouest par le marché, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Lasserre Jean, Commerçant demeurant à Lomé, agissant en qualité de représentant au Togo de la Maison J. B. Carbou, propriétaire suivant réquisition du 12 avril 1929, n° 569.

Le samedi 3 août 1929 à 10 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpessi, (Cercle d'Atakpamé) consistant en un terrain rural, non bâti en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 52 ares 73 centiares, et borné au nord par la route de Niamassila à Kpessi, à l'est, au sud et à l'ouest par terrains vacants et sans maître, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Lasserre Jean, Commerçant demeurant à Lomé, agissant en qualité de représentant au Togo de la Maison J. B. Carbou, propriétaire suivant réquisition du 12 avril 1929, n° 570.

Le mardi 6 août 1929 à 15 heures du soir, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé (Cercle dudit) consistant en un terrain urbain, bâti en forme de quadrilatère irrégulier sur lequel sont édifiées diverses constructions à usage d'habitation et d'usine d'égrénage de coton et capok, d'une contenance de 27 ares 92 centiares, et borné à l'est et à l'ouest par un terrain domanial, au nord par une rue, au sud par un terrain à Tonou dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Lasserre Jean, Commerçant demeurant à Lomé, agissant en qualité de représentant au Togo de la Maison J. B. Carbou, propriétaire suivant réquisition du 12 avril 1929, n° 571.

Le lundi 5 août 1929 à 10 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sagada (Cercle d'Atakpamé), consistant en un terrain rural bâti, en forme de quadrilatère irrégulier portant un magasin en bois et une maison en terre de barre couverte en tôles, d'une contenance de 90 ares et 17 centiares et borné au nord par la route allant vers Tététon, à l'est, au sud, et à l'ouest par un terrain vacant et sans maître, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Lasserre Jean Commerçant demeurant à Lomé agissant en qualité de représentant au Togo de la Maison J. B. Carbou, propriétaire suivant réquisition du 12 avril 1929, n° 572.

Le samedi 27 juillet 1929 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé place des Fêtes (Cercle dudit) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de polygone irrégulier d'une contenance de 39 ares 45 centiares, (Feuille 3 de Lomé parcelle n° 146/107) et borné au nord, à l'est et au sud par des rues non dénommées, à l'ouest par terrain à Sosoo, Anthony et Joseph Tévi, dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur des Domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du Territoire du Togo, propriétaire suivant réquisition du 24 avril 1929, n° 573.

Le samedi 27 juillet 1929 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé place des Fêtes (Cercle dudit) consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de polygone irrégulier d'une contenance de 48 ares 45 centiares, (Feuille 3 de Lomé parcelle n° 232/113) et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud par terrains à Abotsi, Chef Adjallé et Chef Gbenyo d'Adina, et à l'est par un terrain à Timothy Anthony, dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur des Domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du Territoire du Togo, propriétaire suivant réquisition du 24 avril 1929, n° 574.

Le lundi 29 juillet 1929 à 8 heures du matin il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, rue non dénommée (Cercle dudit) consistant en un terrain urbain, non bâti en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 ares de 66 centiares et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par un terrain à Adevi Souza, au sud par terrain aux vendeurs (Thomas cadet et sa sœur), à l'ouest par un passage privé appartenant aux vendeurs, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur François Paraiso commis contractuel en service au Trésor agissant en son nom personnel comme propriétaire, suivant réquisition du 3 mai 1929, n° 575.

Le lundi 29 juillet 1929 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Rue du Lieutenant Colonel Maroix, (Cercle de Lomé) consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de triangle, portant deux constructions en terre, à usage d'habitation, d'une contenance de 2 ares 37 centiares, et borné au nord par la rue du Lieutenant Colonel Maroix, à l'est par terrains à Joseph Williams et Francis Agedji, au sud et au sud-ouest par terrain au requérant, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Thimothy Agbestiafa Anthony planteur et propriétaire demeurant à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 3 mai 1929, n° 576.

Le mardi 30 juillet 1929 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aguevé, (Cercle de Lomé) consistant en un terrain rural, non bâti en forme de polygone irrégulier, planté de cultures vivrières, d'une contenance de 1 hectare 68 ares 10 centiares, et borné au nord et à l'est par terrain à Kamabla, au sud par terrain à Améko, à l'ouest par terrain à Afiassou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Andreas Labouh cultivateur et employé de commerce demeurant à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 14 mai 1929, n° 577.

Le jeudi 25 juillet 1929 à 10 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé Adamé-Agotimé, (Cercle de Klouto) consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, planté de cacaoyers et cultures vivrières etc... d'une contenance de 7 hectares 34 ares 10 centiares, et borné au nord par la propriété à Djadou à l'est et au sud par terrain à Kagla, à l'ouest par Allosey, terrain au village d'Adamé et rivière Chietso, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur John Amewoanou Rodney, employé de commerce et planteur demeurant et domicilié à Agou, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 12 juin 1929, n° 578.

Avis de demandes d'immatriculation au Livre foncier du Cercle de Klouto

a) Suivant réquisition, n° 578, déposée le 12 juin 1929 le sieur John Amewoanou Rodney, profession d'employé de commerce et planteur, demeurant et domicilié à Agou, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a

demandé l'immatriculation au livre foncier du Cercle de Klouto, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier planté de cacaoyers et cultures vivrières; d'une contenance totale de 7 hectares 34 ares 10 centiares situé à Adamé-Agotimé, (Cercle de Klouto) et borné à l'est et au sud par terrain à Kagla, au nord par la propriété à Djadou, à l'ouest par terrain à Allosey, terrain au village d'Adamé et rivière Chietso;

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au Livre foncier du Cercle de Lomé

b) Suivant réquisition, n° 579, déposée le 14 juin 1929 la dame Lucia Déhy Dotsé profession de marchande, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de un are 98 centiares situé à Lomé, (Cercle de Lomé), et borné au Nord par terrain à Gustin, à l'est par terrain à Agbetokou, au sud par la rue du Chemin de Fer, à l'ouest par Nicot;

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

c) Suivant réquisition, n° 580, déposée le 17 juin 1929 la dame Lusie Wové Anthony profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, portant cinq constructions en terre à usage d'habitation d'une contenance totale de 13 ares 86 centiares situé à Lomé, (Cercle de Lomé), Parcelle n° 42 du plan de Lomé et borné au Nord par terrain à Sosoo Georges, à l'est par la rue de l'ancienne Douane, au sud par la rue du Commerce, à l'ouest par la maison H. W. B. Russel & Co Ltd.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

d) Suivant réquisition, n° 581, déposée le 17 juin 1929 la dame Lusie Wové Anthony profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 6 ares 80 centiares situé à Lomé, (Cercle de Lomé) Parcelle n° 214/113 du plan de Lomé et borné au Nord par une rue non dénommée, à l'est par terrain à Robert Anthony, au sud par terrains à Alex Acolatsé, Laurez Wotu Anthony et Christophe, à l'ouest par Friemund Dussé Anthony;

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

e) Suivant réquisition n° 582, déposée le 17 juin 1929 la dame Lusie Wové Anthony profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant au nom et son

compte personnel a demandé l'immatriculation au livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain, en forme de quadrilatère irrégulier, partiellement planté de cocotiers; d'une contenance totale de 48 ares 28 centiares situé à Lomé, (Cercle de Lomé) Parcelle n° 98 du plan de Lomé et borné au Nord par terrain à Anthony Th. à l'est par une rue non dénommée, au sud par l'ancienne Schweinfurth-strasse, à l'ouest par l'ancienne Wolf-strasse.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

f) Suivant réquisition, n° 383, déposée le dix-sept juin 1929 la dame Lusie Wové Anthony profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain nu en forme de quadrilatère irrégulier, planté partiellement de cocotiers; d'une contenance totale de 57 ares 77 centiares situé à Lomé, (Cercle de Lomé), parcelle n° 99 du plan de Lomé et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par terrain à Th. Anthony, au sud par la route de Bé, à l'ouest par l'ancienne Schweinfurth-strasse;

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

g) Suivant réquisition, n° 384, déposée le dix-sept juin 1929 la dame Lusie Wové Anthony profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain nu en forme de quadrilatère irrégulier, planté de cocotiers; d'une contenance totale de 1 hectare 3 ares 77 centiares situé à Lomé, (Cercle de Lomé), parcelle n° 100 du plan de Lomé et borné au nord par une rue non dénommée; à l'est par l'ancienne rue Schweinfurth, au sud par la route de Bé, à l'ouest par l'ancienne rue Seefried;

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

h) Suivant réquisition, n° 385, déposée le dix-sept juin 1929 la dame Luisa Wové Anthony profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain nu, en forme de quadrilatère irrégulier, planté partiellement de cocotiers; d'une contenance totale de 27 ares 58 centiares situé à Lomé, (Cercle de Lomé), parcelle n° du plan de Lomé et borné au nord par le T. 209 à Akuelé Soga, à l'est par l'ancienne rue Schweinfurth, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par terrains à Théodor Assah et Timothy Anthony;

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

i) Suivant réquisition, n° 386, déposée le dix-sept juin 1929 la dame Lusie Wové Anthony profession de revendeuse,

demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du Cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain nu en forme de quadrilatère irrégulier partiellement planté de cocotiers; d'une contenance totale de 14 ares 63 centiares situé à Lomé, (Cercle de Lomé), parcelle n° 414 du plan de Lomé et borné au nord par l'ancienne rue Seefried, à l'est par la rue de Bé, au sud et à l'ouest par terrain à Apaloo;

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal Civil de Lomé.

Le Conservateur de la Propriété foncière p. i.
CERVEAUX.

ENSEIGNEMENT

Par décision du :

9 juin 1929. — Le nombre des élèves de l'internat d'Anécho est fixé à 20 pour l'année scolaire 1929-1930.

Par arrêté du :

10 juin 1929. — Le montant des allocations de nourriture et d'entretien des internats de Sokode-Anécho et Mango pour l'année scolaire 1929-30 est fixé comme suit :

Sokodé :	Nourriture	1 fr, 50
	Entretien	0 fr, 25
Mango :	Nourriture	1 fr, 25
	Entretien	0 fr, 25
Anécho :	Nourriture	1 fr, 50
	Entretien	0 fr, 75

Elèves admis au Cours Complémentaires

Par décision du :

13 juin 1929. — Sont admis au Cours Complémentaire de Lomé les élèves dont les noms suivent par ordre de mérite :

1	AYIH Frédéric	Ecole Régionale de Lomé.
2	ABIBOU Alex	Ecole Régionale de Lomé.
3	LAWSON Georges	Ecole Régionale d'Anécho.
4	ANKRAH David	Ecole Régionale d'Anécho.
5	BINSOU Basile	Ecole Régionale de Lomé.
6	AMOUZOU Gabriel	Ecole Régionale de Lomé.
7	LAWSON Amen	Ecole Régionale d'Anécho.
8	ANLOU ANOVI	Ecole Régionale de Lomé.
9	GAGLI KODJO	Ecole Régionale de Lomé.
10	NOUSOUGAN KOUANI	Ecole Régionale de Lomé.
11	FUMBY Gabriel	Ecole Régionale de Lomé.
12	ANTHONY Ernest	Ecole Régionale de Lomé.
13	ECOUÉ ATAYIVI	Ecole Régionale d'Anécho.
14	LAWSON Jacob-Gabriel	Ecole Régionale d'Anécho.
15	LAWSON Mathieu	Ecole Régionale de Lomé.
16	AKPOKLI Charles	Ecole Régionale d'Anécho.
17	PARAIZO Edouard	Ecole Régionale de Lomé.
18	DEVO MENSAN	Ecole Régionale d'Anécho.
19	ADANDE Alexandre	Ecole Régionale de Lomé.
20	DURCHBACH Oswald	Ecole Régionale de Lomé.

Ecole Professionnelle de Sokodé

Par décision du :

14 juin 1929. — Le nombre total des élèves de l'Ecole professionnelle de Sokodé est fixé à 54 pour l'année scolaire 1929-1930.

DIVERS

Par arrêté du :

9 juin 1929. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte au sujet de l'installation par la Société des Pétroles SHELL DE L'OUEST AFRICAIN FRANÇAIS, d'un dépôt d'essence et de pétrole de la 1^{re} classe sur un terrain immatriculé sous le N° 62 Vol. 1 du Cercle de Klouto.

Le plan et les renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'Administrateur du Cercle de Klouto pendant un mois à partir du 15 juin 1929 pour être communiqués de 8 heures à 11 heures et de 15 heures à 17 heures, les jours non fériés, aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

Un registre sera ouvert pendant le même temps et au même lieu, pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

Après clôture de l'enquête et des formalités prévues à l'article 7 du décret du 14 décembre 1927, l'Administrateur du Cercle de Klouto, Commissaire enquêteur, dressera procès-verbal des opérations, qu'il adressera, avec son avis motivé, à M. le Commissaire de la République.

9 juin 1929. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte au sujet de l'installation par la Société des Pétroles SHELL DE L'OUEST AFRICAIN FRANÇAIS, d'un dépôt d'essence et de pétrole de la 1^{re} classe sur les parcelles N° 2 et 3 d'un terrain immatriculé sous partie N° 358 Vol. 2 au Livre Foncier du Cercle de Lomé.

Le plan et les renseignements nécessaires seront déposés dans les bureaux de l'Administrateur du Cercle de Lomé pendant un mois à partir du 15 juin 1929 pour être communiqués de 8 heures à 11 heures et de 15 heures à 17 heures, les jours non fériés, aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

Un registre sera ouvert pendant le même temps et au même lieu, pour recevoir les observations relatives aux installations prévues.

Après clôture de l'enquête et des formalités prévues à l'article 7 du décret du 14 décembre 1927, l'Administrateur du cercle de Lomé, Commissaire enquêteur, dressera procès-verbal des opérations, qu'il adressera, avec son avis motivé, à M. le Commissaire de la République.

INDEMNITÉS

Par décision du :

7 juin 1929. — M. DURAIN, Commandant des Forces de Police, est autorisé à utiliser sa voiture pour les besoins du service.

M. DURAIN, aura droit à une indemnité mensuelle de Quatre vingt sept francs, cinquante centimes (87.50) ainsi qu'à la fourniture des carburants et lubrifiants nécessaires et aux divers avantages énumérés dans l'arrêté du 4 août 1927.

10 juin 1929. — Est accordé à l'adjudant Chef du génie DABEZIES affecté à la section des sondages des Travaux Publics à Toblekové pour compter du jour de son arrivée et jusqu'à nouvel ordre, le bénéfice de l'indemnité de campement prévue par l'arrêté du 49 Mai 1928 susvisé.

Cette indemnité lui sera mandatée sur certificat du Chef de Service ou à défaut du Commandant de Cercle attestant que l'adjudant Chef DABEZIES réside toujours dans un poste dépourvu d'installation offrant des conditions d'habitatité normales.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

10 juin 1929. — Sont autorisés dans les conditions fixées au titre II de l'arrêté du 15 novembre 1928, à tenir des dépôts de produits pharmaceutiques dans les lieux ci-après :

La Maison F. & A. Swanzy Ltd.

A Lomé : rue du Commerce, boutique actuellement gérée par M. WILLIAM MENSAH FUMEV.

A Palimé : — M. KOFFI ARPAN

A Anécho : — M. FOLI ECOUE (Augustin).

Les Etablissements A. Leconte.

A Palimé : boutique actuellement gérée par M. VIDA (André).

A Anécho : — M. MENSAH AYIVI (JOHN)

L'African Eastern Trade Corporation

A Agou gare : boutique actuellement gérée par M. DORSE (Paul).

La Maison G. B. Ollivant & Co Ltd.

A Anécho : boutique actuellement gérée par M. AYITSEDJI (Joseph).

A Anécho : — M. KUAKUVI DA SILVBIRA

— M. NOVIVO (Judah)

A Vokoutimé : — M. ADABE (Joseph)

A Vogan : — M. LAWSON (Jacob Léopold)

A Tsévié : — M. ALOYS AYAWONU SOSSAN

La Maison Millers Ltd.

A Palimé : boutique actuellement gérée par M. AWEKLOO (Nicolaus).

A Anécho : — M. AKPADEB (A. Hermann)

A Lomé : rue du Commerce — M. AYIVI D'ALMEIDA

La Compagnie Française de l'Afrique Occidentale

A Tsévié : boutique actuellement gérée par M. DE SOUZA (Pierre).

La Maison J. Walkden & Co Ltd.

A Tsévié : boutique actuellement gérée par M. DOSSAVI (Joseph).

Les seuls produits et spécialités dont la vente est autorisée dans les dépôts ci-dessus sont ceux figurant aux listes 1 et 2 des articles 7 et 8 de l'arrêté du 15 novembre 1928 précité.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

AVIS DE PERTE DE TITRE FONCIER**2^{me} Avis**

En exécution des dispositions de l'article 99 du Décret du 24 juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière, il est donné avis de la perte de la copie du Titre Numéro Vingt-Un du Cercle d'Atakpamé.

GEOMETRIE**M. J. O. Broughton Lamikan**

Géomètre patenté a l'honneur d'informer le public qu'il se tient à son entière disposition pour dresser les plans de terrains, palmeraies, maisons etc. etc. en vue de leur immatriculation ou de l'obtention d'un certificat administratif.

S. T. A. O.

Société des Transports de l'Afrique Occidentale

Société anonyme au capital de 15.000.000

LOMÉ — ANÉCHO — PALIMÉ — ATAKPAMÉ — SOKODÉ — MANGO

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTIONS

Fer - Bois - Ciment

PEINTURE

Quincaillerie et Outillage

BICYCLETTES**MACHINES A ÉCRIRE UNDERWOOD**

Glacières - Coffre-forts - Seaux à douche - Appareillage Electrique

Prix défiant toute concurrence

HENRI DESLANDES

43, RUE DU CAIRE, PARIS (2^{me})

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : *Sednalsed — Paris*

ACHÈTE au comptant toute l'année par toutes quantités

PEAUX SINGES NOIRS — PANTHERES ETC.

Demander son tarif.

LES ETABLISSEMENTS MOREAU-MORECHAND

COMPTOIRS & ENTREPOTS

1, PLACE ODDO ET RUE RABATTU

MARSEILLE

Assurent la vente aux plus hauts cours de tous produits coloniaux

Se chargent de toutes formalités de débarquement, de douanes, etc.

Entreposent toutes marchandises aux meilleures conditions

Avancent le maximum à tous expéditeurs ou déposants

Fournissent tous articles et marchandises de traite à bon marché

Offrez ou ordonnez vous serez satisfaits

Etablissements, MOREAU — MORECHAND

Société Anonyme Capital : 2.000.000 de Francs

Adresse Télégraphique : *MORMORAND MARSEILLE*

HENRI DESLANDES

43, RUE DU CAIRE, PARIS (2^{me})

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : *Sednalsed* — Paris

ACHÈTE au comptant toute l'année par toutes quantités

PEAUX SINGES NOIRS — PANTHERES ETC.

Demander son tarif.

LES ETABLISSEMENTS MOREAU - MORECHAND

COMPTOIRS & ENTREPOTS

1, PLACE ODDO ET RUE RABATTU

MARSEILLE

Assurent la vente aux plus hauts cours de tous produits coloniaux

Se chargent de toutes formalités de débarquement, de douanes, etc.

Entreposent toutes marchandises aux meilleures conditions

Avancent le maximum à tous expéditeurs ou déposants

Fournissent tous articles et marchandises de traite à bon marché

Offrez ou ordonnez vous serez satisfaits

Etablissements . MOREAU — MORECHAND

Société Anonyme Capital : 2.000.000 de Francs

Adresse Télégraphique : *MORMORAND MARSEILLE*



*Le lait pur, sain,
vivant, crémeux,
inaltérable,*

dont vos enfants, petits et grands, ont un absolu
besoin, leur meilleure sauvegarde sous le climat
des colonies, l'aliment parfait, riche en crème
et en vitamines, de composition régulière, de
conservation prolongée, qui les fera pousser,
joyeux et forts, comme leurs petits contem-
porains de la métropole, c'est le

Lait concentré sucré
NESTLÉ
"la santé des petits et des grands"

Pour recevoir gratuitement l'avis le plus autorisé du Docteur VIDAL, "De l'alimentation et des soins à donner aux enfants",
écrivez Société NESTLÉ (France), 6, Avenue Fortain - PARIS (81)

En vente dans toutes les bonnes
maisons de la Colonie

BANQUE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE

Anciennement « Banque Française de l'Afrique Equatoriale »

Fondée en 1904

Siège Social: 23, Rue Taitbout, — PARIS (9^e)

CAPITAL : Frs. 50.000.000

RÉSERVES : » 14.800.000

Délivrance de chèques sur les Colonies, la France & l'Etranger

AVANCES — ACCREDITIFS — ESCOMPTES — DEPOTS
TRANSFERTS DE FONDS — CHANGE

Crédits documentaires — Avances sur marchandises

AGENCES EN AFRIQUE :

SÉNÉGAL	DAKAR, RUFIQUE — KAOLACK ST. LOUIS
SOUDAN	BAMAKO, KAYES
GUINÉE FRANÇAISE	CONAKRY
COTE D'IVOIRE	GRAND-BASSAM, ABIDJAN
TOGO	LOMÉ
DAHOMÉY	COTONOU
CAMEROUN	DOUALA, YAOUNDÉ
GABON	LIBREVILLE, PORT-GENTIL
CONGO FRANÇAIS	BRAZZAVILLE, BANGUI

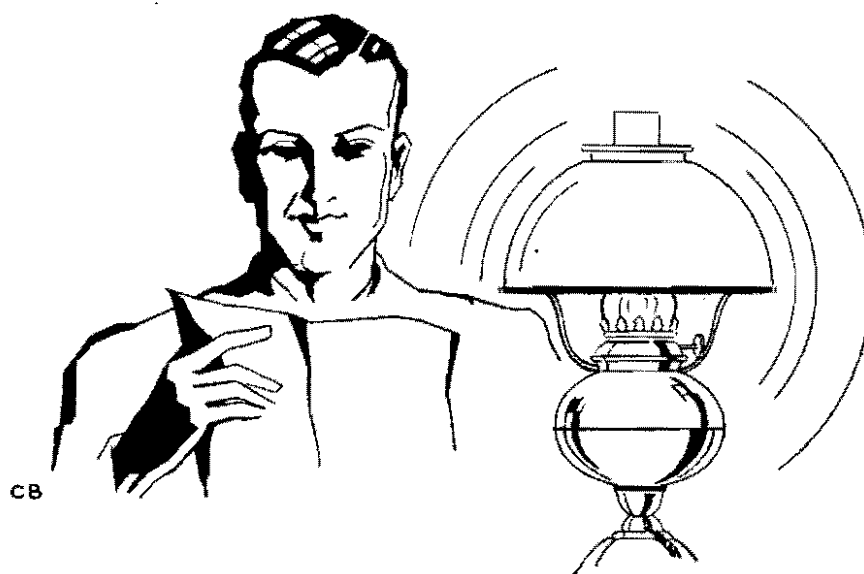
AGENCES EN FRANCE :

BORDEAUX	37, ALLÉES DE TOURNY
MARSEILLE	33, RUE DE LA DARSE
LE HAVRE	10, RUE EDOUARD LARUE

CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER.

R. C. Seine 119.515

Adresse télégraphique : EQUATBANK.

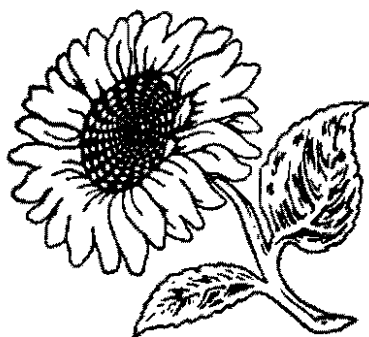


Les lettres de « Chez Nous »

Des milliers de lettres de « Chez Nous » sont lues et relues chaque soir dans tout l'étendue de l'Afrique Occidentale. Si vous les lisez à la clarté brillante et douce du Pétrole « SUNFLOWER », vous êtes certain que votre lecture ne sera pas interrompue soit parce que la lumière vacille, la lampe fume ou le verre noircit.

C'est précisément du à l'absence de ces inconvénients que le pétrole « SUNFLOWER » est le plus répandu dans toute l'Afrique Occidentale.

A l'avenir ne demandez plus simplement « du pétrole » mais du « SUNFLOWER ».



Pétrole Sunflower

VACUUM OIL COMPANY de New York U. S. A.

335

Fabricants de Pétroles Raffinées, Essences Supérieures et Huiles Lubrifiantes

WOERMANN-LINIE

Deutsche Ost-Afrika Linie

Hamburg Amerika Linie (Service d'Afrique)

Hamburg Bremer Afrika Linie

SERVICES RÉGULIERS DE COURRIERS, PASSAGERS ET CARGO


entre

**Hambourg, Brême, Rotterdam, Anvers, Southampton, Lisbonne,
Madères et les Canaries, la Côte occidentale d'Afrique,
l'Angola, le Sud Ouest, l'Afrique du Sud et de l'Est.**

Les nouveaux paquebots "Ussukuma et Wagoni"
partent le 21 de chaque mois de Lomé à Southampton et Boulogne s. m.

CONFORT, SERVICE SÉRIEUX, TABLE EXCELLENTE.

Les cargos n'ont pour les passagers qu'un accommodement limité (classe unique)

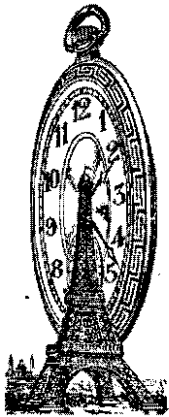
 Tous renseignements au sujet des dates d'arrivée et de départ,
ainsi que toutes informations en général, peuvent être obtenus au bureau :

*Avenue du Maréchal Foch,
Lomé.*

Adresse Télégraphique: WESTLINIE.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

" A la Tour Eiffel "



JOYEROT & JACOT

5, Grande Rue - BESANÇON - France

Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envoi de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

De Tout
Pour Tous
c'est la devise de

**la Semaine
Vermot**

28 pages, grand format : 1 fr. 50

Rédaction et Administration :
38, Rue Gay-Lussac, PARIS (5^e)

S. T. A. O.

Société des Transports de l'Afrique Occidentale.

Société anonyme au capital de 15 millions.

LOMÉ — ANÉCHO — PÁLIMÉ — ATAKPAMÉ — SOKODÉ — MANGO

TOUS TRANSPORTS

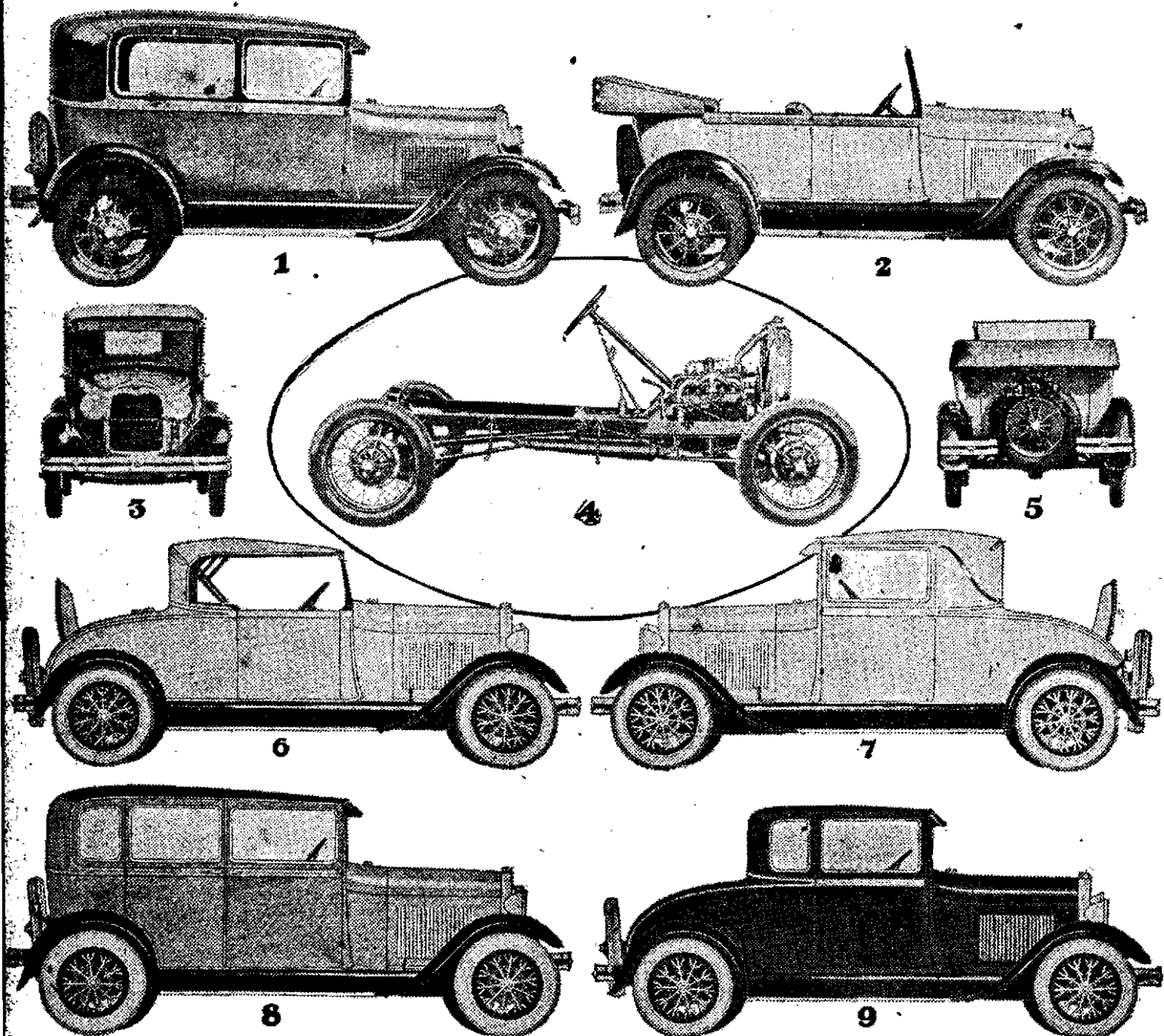
PASSAGERS ET MARCHANDISES

Rapidité - Régularité - Confort

PRIX MODÉRÉS

FORD

Il est maintenant reconnu que les nouveaux véhicules FORD sont les seuls capables de donner entière satisfaction en Afrique; ils sont robustes, rapides, souples, confortables et surtout économiques (Consommation maxima 13 litres aux 100 Kilomètres.) Prix très avantageux.



1. La Conduite Intérieure 2 portes "Tudor" 27.300
2. La Touriste "Phaeton" 23.000
3. Vue avant de la "Tudor"
4. Le Nouveau Chassis, 1 Tonne 18.000
5. Vue arrière de la Touriste "Phaeton"
6. Cabriolet 3 places "Sport Roadster" 23.000

7. Le Coupé "Sport" 27.900
8. La Conduite intérieure 4 portes "Fordor" 29.800
9. Le Coupé 27.900
- Le Chassis, une tonne et demie
(4 pneus 32 x 6) 24.800
- La Camionnette (carrosserie acier) 22.300

Pour tous renseignements s'adresser chez :

Messrs. G. B. OLLIVANT & Co. Ltd. Agents de Messrs. FORD, pour le Togo.

Aladdin

LA LAMPE MERVEILLEUSE

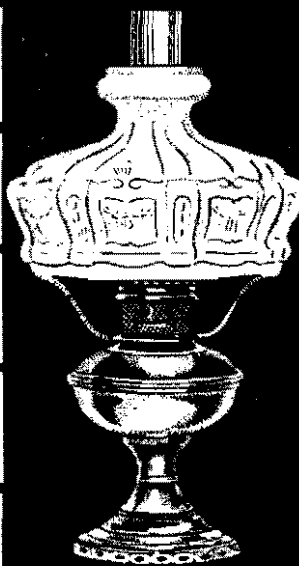
FONCTIONNE
AU
PÉTROLE

LE PÉTROLE
N'EST PAS
DANGEREUX

ABSOLUMENT
INDÉRÉGLABLE

ENTIÈREMENT
GARANTIE

LUMIÈRE
RÉGLABLE
A VOLONTÉ



INTENSITÉ
100
BOUGIES

FONCTIONNE
SANS
PRESSION

SANS POMPE
SANS GICLEUR

SANS ODEUR
SANS FUMÉE

ÉCONOMIQUE
ET SANS
DANGER

EN VENTE PARTOUT

EN CAS DE DIFFICULTÉ ÉCRIRE AUX INDUSTRIES ALADDIN S.A.
149, Bould. NEY, PARIS

DEX PUBLICITE

Une source de revenus que vous ne devez pas négliger

LES VOITURES UTILITAIRES

CITROEN

10cv **C⁴**

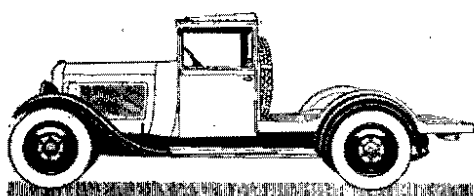
CHARGE UTILE

500 Kgs et 1.000 Kgs

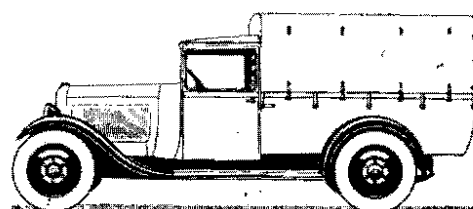
LE MODE DE TRANSPORT

LE PLUS ÉCONOMIQUE

Avec une voiture utilitaire CITROEN
Vous pourrez étendre votre rayon d'action,
Visiter votre clientèle, effectuer vos livraisons.
Grâce à ce mode de transport peu coûteux
Vous augmenterez votre chiffre d'affaires
Et par conséquent vos bénéfices.



Le Plateau de 1.000 K^{gs} C.4.
27.500 .—



La Camionnette Bâchée de 1.000 K^{gs} C.4.
32.500 .—

Tous autres modèles sur demande

Renseignements et Essais

J. B. Carbou

Concessionnaire Exclusif des Automobiles Citroën

Lomé (Togo)

Pièces détachées — Réparations — Location de voitures

Bon sang ne saurait mentir


LA C⁴ CITROËN

CONTINUE LA GLORIEUSE TRADITION DE LA B. 14, DONT ELLE
POSSÈDE TOUTES LES REMARQUABLES QUALITÉS

ELLE EST EN OUTRE :

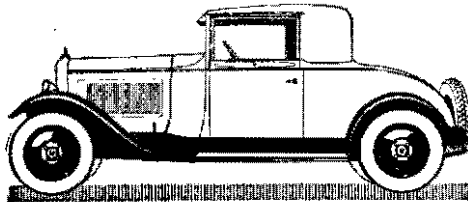
PLUS PUISSANTE : alésage augmenté de 2^m/_m. Vitesse 90 à l'heure.

PLUS STABLE : voie augmentée de 9^e/_m. Hauteur diminuée de 6^e/_m.

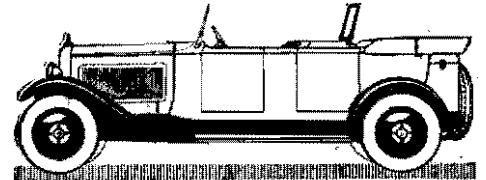
PLUS CONFORTABLE : carrosserie élargie à l'AV. et à l'AR. 

Silence encore accru.

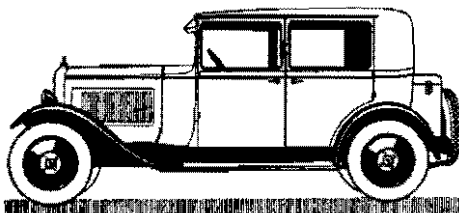
*PLUS ÉLÉGANTE Nouveau capot allongé se raccordant parfaitement
avec la carrosserie.*



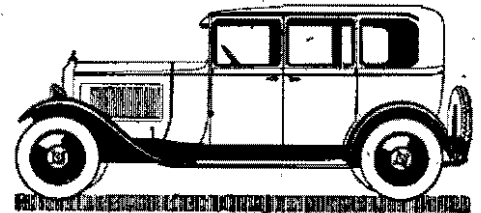
Le Cabriolet C.4.
32.000 .—



Le Torpédo C.4.
26.000 .—



La Berline C.4.
31.000 .—



La conduite Intérieure C.4.
31.000 .—

Renseignements et Essais

J. B. Carbou

Concessionnaire Exclusif des Automobiles Citroën

Lomé (Togo)

Pièces détachées — Réparations — Location de voitures

La première voiture française construite en grande série

La

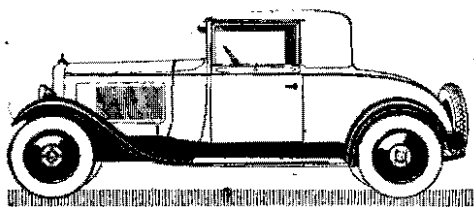
CITROËN

C⁶

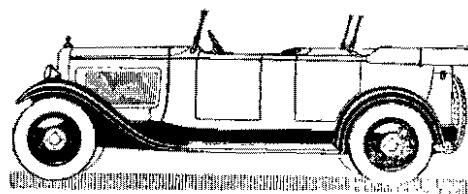
Apportant aux plus récentes découvertes de la technique automobile des améliorations dont leurs Laboratoires ont prouvé scientifiquement la supériorité, les Usines Citroën ont créé la C-6, la voiture 6 cylindres la plus parfaite qui ait été réalisée à ce jour.

L'Outillage formidable dont elles disposent a pu permettre — grâce à sa construction en grande série — de l'établir à un prix extraordinaire de bon marché.

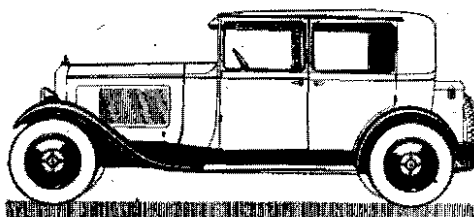
Moteur souple et puissant, permettant de passer de 8 à 105 Klm. à l'heure en prise directe — Carrosserie tout acier, large et confortable — Stabilité remarquable à toutes les allures — Freinage énergique par servo-frein — Tenue de route exceptionnelle.



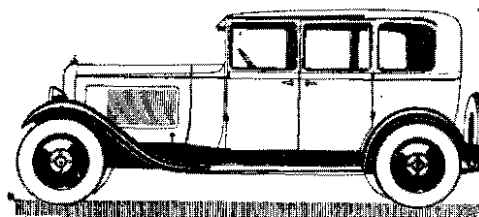
Le Cabriolet C.6.
37.000.—



Le Torpédo C.6.
31.000.—



La Berline C.6.
36.000.—



La Conduite Intérieure C.6.
36.000.—

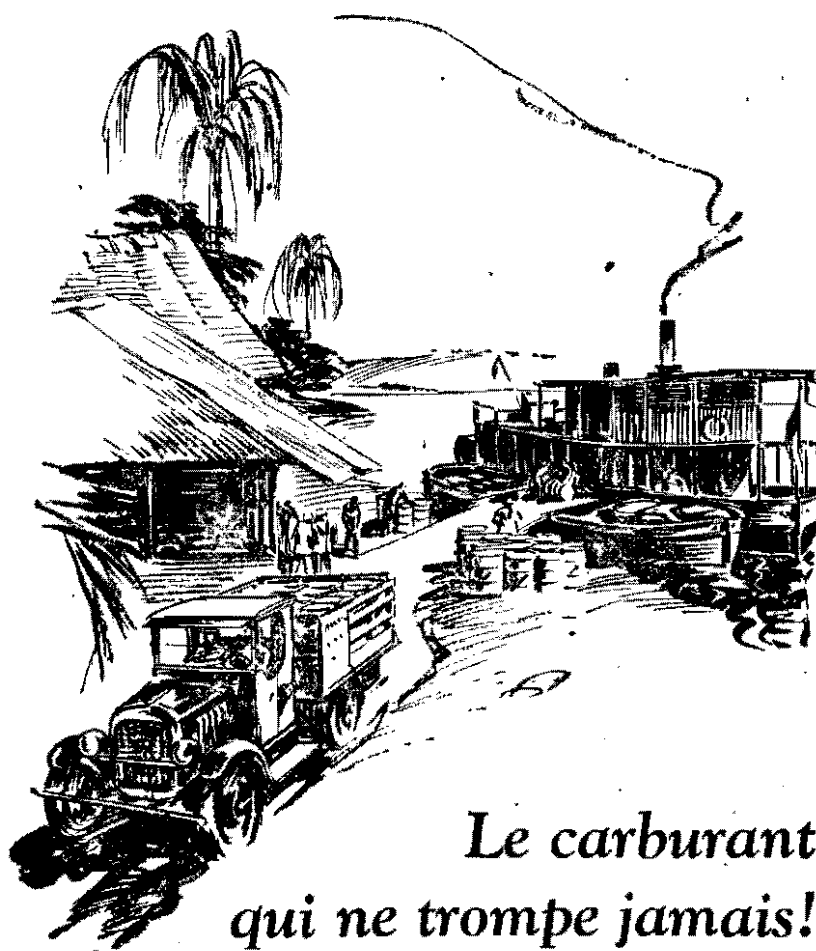
Renseignements et Essais

J. B. Carbou

Concessionnaire Exclusif des Automobiles Citroën

Lomé (Togo)

Pièces détachées — Réparations — Location de voitures



Le carburant qui ne trompe jamais!

PPLUS de kilomètres au litre, un surplus de puissance en réserve pour grimper les côtes, une accélération instantanée — sont les facteurs capitaux de la valeur économique du Carburant d'Automobile Tydol.

Faites votre plein d'Essence Tydol aujourd'hui même. Pour une plus grande protection du moteur et une plus grande économie, exigez les huiles Veedol pour moteur.

Séuls Représentants:

G. B. OLLIVANT & CO., Ltd.

TYDOL

L'essence uniforme pour moteur